

ANALYSE

LES MONNAIES CITOYENNES SONT-ELLES PORTEUSES DE RÉSILIENCE ?

Les arguments en faveur du oui (2/2)



Les monnaies citoyennes, notamment depuis le film “Demain”, suscitent beaucoup d’intérêt vu les impacts positifs (sociaux et environnementaux) qu’elles semblent offrir. Mais peut-on aller plus loin et affirmer qu’elles seraient même porteuses de résilience ? C’est ce que nous allons explorer dans ces deux analyses. Dans la première, nous commençons par définir le concept de résilience et de délimiter de quelle type résilience les monnaies citoyennes pourraient être porteuses. Dans la seconde, nous formulons quelques hypothèses qui nous pousseraient à répondre par l’affirmative : oui, les monnaies citoyennes sont porteuses de résilience.

En quelques mots :

- Crises et monnaies citoyennes : une longue histoire
- La mise sur pied d’une monnaie citoyenne exige de s’intéresser aux circuits courts (1er facteur de résilience potentielle)
- La réserve de contrepartie d’une monnaie citoyenne peut être investie dans l’économie locale (2e facteur de résilience potentielle)
- Les collectifs citoyens à l’origine des monnaies locales pratiquent de nouvelles formes de gouvernance, plus démocratiques et inclusives (3e facteur de résilience potentielle)
- Si on a des raisons de penser que notre système actuel n’est pas résilient, il nous faut lui donner pour objectif de le changer.
- Réinventer des pratiques sociales (au-delà de la seule gouvernance des groupes) est peut-être l’élément le plus innovant des monnaies citoyennes

Mots clés liés à cette analyse : monnaies citoyennes, résilience

INTRODUCTION

Nous avons vu dans une première analyse sur le sujet ce qu'il fallait entendre par "résilience", en particulier dans le domaine des monnaies citoyennes. Le but de cette deuxième analyse est de fournir les arguments pour les partisans du "oui" au référendum "les monnaies citoyennes sont-elles porteuses de résilience ?"

1. LES ARGUMENTS DU OUI (LES MONNAIES CITOYENNES SONT PORTEUSES DE RÉSILIENCE)

1.1 Les monnaies citoyennes s'envolent en temps de crise

Que ce soit en Suisse (avec le WIR), dans les années '30, ou plus récemment en Grèce, en Argentine ou en Catalogne, on observe que les monnaies locales prennent leur envol et contribuent à amortir les effets des crises économiques et financières¹. En Suisse, on sait en effet depuis l'après-crise de '29 que le WIR suisse est "contracyclique" : c'est-à-dire que quand la conjoncture est mauvaise, les entreprises utilisent davantage cette monnaie pour poursuivre leur activité même en l'absence de crédit-caisse. Par définition, ce qui est contracyclique amortit les chocs. En Grèce, on a vu fleurir plusieurs monnaies, à Athènes, à Thessalonique ou dans de plus petites villes². Le cas de l'Argentine a également été bien documenté et il est largement admis que les besoins de base ont souvent pu être satisfaits grâce au *trueque*³. Il semble donc logique d'affirmer que même des monnaies locales dormantes (qui vivent à une relativement petite échelle) sont porteuses de résilience dans la mesure où elles pourraient, au besoin, rapidement être activées, démultipliées. Le trueque, par exemple, existait depuis 1995 mais a été démultipliée pendant la crise de 2001 pour amortir le choc (jusqu'à rassembler 2,5 millions d'utilisateurs).

¹ Voir pour la Catalogne : The Catalan Integral Cooperative: an organizational study of a post-capitalist cooperative; pour la Grèce, le dossier préparé par SAW-B "LA CRISE COMME LABORATOIRE ? Le cas de la Grèce. Pour la Suisse, taper "WIR" dans votre moteur de recherche favori et pour l'Argentine : Varieties of money and currency circuits in Argentina (2000-2002) de Georgina M. Gómez.

² http://www.saw-b.be/spip/IMG/pdf/a1411_crise.pdf

³ <https://reporterre.net/En-Grece-une-monnaie-locale-pour>

³ <https://journals.openedition.org/sociologie/3072>

1.2 Identification des circuits courts et relocalisation

Il est indéniable que les monnaies citoyennes – et les initiatives prises au nom de la Transition en général – nous invitent à identifier ce qui dans notre consommation (au niveau individuel, d'une collectivité territoriale ou d'une région) est produit localement - et ce qui pourrait l'être ! Il est manifeste que toute personne qui se familiarise avec les monnaies citoyennes se transforme rapidement en un détective à l'affût du moindre indice lui permettant de cartographier les circuits et boucles économiques dans sa région. Rob Hopkins, un des principaux théoriciens de la Transition, a lancé son mouvement en partant de ce type de questionnement. Le maire de Beckerich, un exemple de commune verte au Luxembourg⁴, également: il s'est rendu compte que les savoir-faire étaient plus variés au siècle précédent et que cette moindre diversité des métiers était source de fragilité et a entrepris de re-créeer cette diversité (et, du coup, renforcer la résilience de sa région).

La connaissance de la tuyauterie économique de sa région et la volonté d'entretenir ou de (re)créer ce réseau est toujours présent et ne peut qu'être salutaire en cas de défaillance – hypothétique, partielle et provisoire, bien sûr - de la monnaie unique. Notons que rien que la prise de conscience que l'économie est accessible aux non experts est déjà un grand pas.

Si on faisait une analogie entre systèmes d'échanges et modes de transports, cela reviendrait à dire que quand des grévistes bloquent des raffineries au Havre ou à Anvers et que l'essence se fait plus rare, certain.e.s se rendent compte qu'en fait, à vélo ou en bus, les déplacements sont possibles aussi, voire plus agréables et efficaces. La nécessité (ou la volonté, pour des raisons environnementales évidentes) de renoncer, même provisoirement à la voiture nous force à envisager des alternatives auxquelles nous n'aurions pas forcément pensé sinon. De la même manière, les systèmes d'échange alternatifs à l'euro nous invitent à cartographier les circuits courts qui nous entourent. Et à vouloir les développer si on constate qu'ils sont encore fragiles et si on réalise que notre résilience passe par là.

1.3 L'économie réelle et locale soutenue par la réserve de contrepartie

⁴ <https://www.consoglobe.com/beckerich-exemple-commune-ecologique-2616-cg>

Dans les modèles les plus fréquemment mis en place en Belgique, à toute unité de monnaie citoyenne mise en circulation correspond un euro, mis dans la « réserve de contrepartie » (c'est-à-dire les euros qui ont été échangés contre des monnaies locales), le plus souvent sur le compte d'épargne d'une banque éthique (ou Crédal). L'idée étant qu'à tout moment un prestataire ou une citoyenne puisse récupérer son euro. Rien n'empêche de décourager⁵ voire même d'interdire la reconversion en euros – *a fortiori* en cas de défaillance de la monnaie unique ou de sa disponibilité – ce qui permettrait alors d'autant plus facilement d'investir cette fameuse réserve dans des actifs moins liquides de l'économie réelle (et locale, *a priori*). Une terre agricole, une brasserie bio ou un supermarché coopératif (voir le site du label Financité & Fairfin pour avoir une idée des projets dans lesquels on pourrait investir). En cas d'accès réduit à l'euro, il serait toujours possible d'acheter, en monnaie citoyenne, des légumes ou des bières bio au supermarché coopératif ! Pour autant que les producteurs aient pu se procurer tous les intrants nécessaires. D'où la nécessité de mettre en place des boucles économiques complètes (voir point précédent).

1.4 Des nouvelles pratiques sociales (la gouvernance citoyenne)

Si le terme de « pratiques sociales » est particulièrement vague, c'est qu'il s'agit d'englober des aspects très différents de changements dans les rapports sociaux qu'entraînent les monnaies citoyennes.

Premièrement, il y a la création d'un outil qui montre que la monnaie n'est pas neutre (contrairement à ce que l'on pourrait penser), dans le sens où les règles de fonctionnement de la monnaie ont une influence sur les comportements de ses utilisateurs. Et vu que ces règles sont définies par un collectif citoyen, il s'agit d'une forme de souveraineté retrouvée. C'est une « monnaie » qui - contrairement à l'euro ?⁶ - est un outil au service d'un projet politique affiché (la transition, la protection de l'environnement, le commerce équitable, les circuits courts,...), transparent (tout est en *open source*) et géré par des citoyen.nes (dans des structures qui restent ouvertes à tou.tes).

⁵ Certaines monnaies prévoient un rédimage : un prélèvement lors de la reconversion en euros. Autrement dit, on peut reconverter 100 unités de monnaie locale en euros mais on en reçoit 95, par exemple (rédimage de 5%).

⁶ Voir par exemple l'article des échos *Quand Varoufakis dévoile les coulisses de l'Europe*
https://www.lesechos.fr/02/07/2017/lesechos.fr/030420449881_quand-varoufakis-devoile-les-coulisses-de-l-europe.htm#z8zeuO6dbMKLfj3.99

Deuxièmement, il y a la gouvernance au sein du groupe portant le projet de monnaie citoyenne. En effet, les monnaies citoyennes sont le plus souvent pensées et lancées par des collectifs de citoyen.ne.s qui inventent et pratiquent au quotidien de nouveaux modes de gouvernance : de délibération et de prise de décision (par consentement plutôt que le vote majoritaire; les élections sans candidat.es), de partage de valeurs et de savoirs, de répartition des tâches et de complémentarité des compétences, de pratique de la coopération, de la réciprocité et de la confiance.

Une nouvelle gouvernance ne se décrète pas, elle s'apprend, se crée et se recrée. C'est ce que font, jour après jour, les différents collectifs de citoyen.ne.s impliqués dans les monnaies citoyennes et autres quartiers ou villes en transition. Si on observe des scènes de panique en cas de tremblement de terre en Turquie mais pas au Japon, c'est parce que les Nippons s'entraînent plus régulièrement et systématiquement que les Anatoliens. Et, exactement comme la connaissance des circuits économiques et les possibilités d'investissement dans l'économie réelle, plus ils seront rentrés dans la pratique de Monsieur et Madame Tout-le-Monde, plus on peut espérer que le jour où il y aura un affaiblissement notable de l'euro, ces savoirs et pratiques seront précieux.

Troisièmement, il y a le lancement d'un processus de transformation. Plus qu'un résultat immédiat, une monnaie citoyenne constitue un processus qui vise à transformer le réel. On n'exige par exemple pas du restaurateur local qu'il soit immédiatement bio, on l'intègre dans un système qui à terme l'amènera peut-être - sans doute, on l'espère - à revoir ses fournisseurs... D'ailleurs, pour l'intégrer dans le système, on fait davantage attention à son indépendance de gestion et sa volonté d'évoluer vers une société plus solidaire et durable qu'à ses performances actuelles.

Et *last but not least*, les citoyen.ne.s qui mettent en place des monnaies citoyennes se distinguent d'autres initiatives (associations ou coopératives⁷) par le fait qu'au-delà des avantages pour leurs membres (pour les commerçants : un soutien à l'économie locale!), on met sur pied un système, ouvert à tou.te.s et qui est de nature à transformer la société dans un sens que l'on estime être celui de l'intérêt général.

⁷ Même s'il y a une volonté pour les coopératives aussi d'inclure dans leurs principes (7e) une contribution au développement durable : <http://www.ired.org/modules/infodoc/files/pdf/francais/doc00109.pdf>

CONCLUSION

On cite souvent Jacques Defourny, spécialiste de l'économie sociale, qui souligne que deux conditions sont nécessaires à la coopération (ou, plus généralement, à l'économie sociale) : la nécessité et une communauté de destin. La nécessité peut précéder : c'est le cas des pays en crise cités plus haut.

On peut aussi parier sur le fait que si la communauté - renforcée par les monnaies citoyennes - précède, l'amortissement en cas de choc n'en sera que plus salubre.

On peut, comme pour la première partie de cette analyse, laisser le mot de la fin à Andrew Stirling⁸, universitaire proche de Greenpeace, qui replace la question de ces nouvelles pratiques dans un débat plus large et récurrent dans tout débat sur l'urgence environnementale. Le débat étant : la démocratie serait-elle un luxe, dont nous devrions nous passer pour imposer les solutions que l'urgence environnementale exige ? Sa réponse est claire et négative : ce sont au contraire les nouvelles pratiques sociales, qui rompent avec la concentration de pouvoir et les intérêts en place, qui seules sont porteuses d'espoir.

Si on tient à citer d'autres références, on pourrait citer également la notion de stratégie "interstitielle" citée par Paul-Marie Boulanger⁹, président de l'Institut pour un Développement Durable, qui consiste à combler les failles du système et activer des alternatives de production, de consommation, qui permettent à la fois d'être complémentaire ou même de forcer le système à se transformer.

Les monnaies citoyennes s'inscrivent à n'en pas douter dans ces pratiques et ce type de stratégies et créent ce faisant une communauté dont on peut espérer qu'elle saura d'autant mieux résister au choc qu'elle s'y prépare (éventuellement sans le savoir) depuis un certain temps.

Valéry Paternotte

Mars 2018

⁸ Emancipating Transformations: From controlling 'the transition' to culturing plural radical progress.

⁹ Les initiatives citoyennes de transition : significations et perspectives politiques, Paul-Marie Boulanger, 2015, <http://www.iddweb.eu/docs/Inittrans.pdf>

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société : Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu : Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité : Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire. Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.